



HAL
open science

Introduction

Lahouari Addi

► **To cite this version:**

| Lahouari Addi. Introduction . 2017. <halshs-01552800>

HAL Id: halshs-01552800

<https://shs.hal.science/halshs-01552800v1>

Preprint submitted on 7 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Lahouari ADDI

Introduction (version auteur) de : - ADDI Lahouari, *Radical Arab nationalism and political islam*, Anthony ROBERTS (trad.), Washington, D.C, Georgetown University Press : Center for Contemporary Arab Studies, Georgetown University, 2017;

Introduction

Ce livre est issu de mes enseignements dispensés à l'Institut d'Études Politiques de Lyon, et d'un projet de recherche déposé dans mon laboratoire Triangle (UMR CNRS), portant sur les régimes politiques du monde arabe et sur les deux grandes idéologies à forte mobilisation populaire, le nationalisme radical et l'islamisme. L'approche est analytique et critique et a pour but d'éclairer les logiques et les contradictions d'un champ politique en formation, exprimant les attentes, parfois utopiques, de populations en quête de dignité et d'identité dans un environnement international conflictuel. L'analyse fait appel à l'histoire pour situer les événements fondateurs, mais repose principalement sur la sociologie politique à travers le concept crucial de représentation qui fonde la légitimité de l'ordre politique rêvé ou désiré. Un tel cadre théorique est susceptible de fournir les clés d'intelligibilité des évolutions géopolitiques d'une région stratégique pour l'Occident en raison des réserves pétrolières qu'elle recèle, et sensible depuis l'implantation d'Israël en 1948. La désintégration de l'Empire ottoman, la domination coloniale et la résistance qu'elle a suscitée ont donné naissance à des États qui ont pris la forme de monarchies au lendemain de la première Guerre mondiale et de républiques après la Seconde Guerre mondiale. Dirigées par des élites militaires, ces républiques ont choisi la voie socialiste, à l'exception de la Tunisie, octroyant à l'État un rôle important dans le projet de développement économique. Elles ont eu recours à la rhétorique révolutionnaire pour dénoncer la volonté de l'Occident de dominer la région, accusant les monarchies de trahir « la nation arabe ». Pour survivre, celles-ci ont puisé dans la symbolique religieuse, tout en se mettant sous la protection des puissances occidentales, reproduisant sur le plan régional les logiques de la guerre froide entre l'est et l'ouest.

L'analyse contenue dans cet ouvrage s'intéresse particulièrement à deux idéologies politiques jumelles et rivales : le nationalisme arabe radical et l'islamisme, portés tous deux, à des époques différentes, par la même énergie populaire de contestation de l'ordre politique. Elle montrera leur ancrage dans l'histoire et la culture de sociétés aspirant à la modernité, exprimant des frustrations et formulant des attentes contradictoires. Subissant le poids de son riche passé religieux, le monde arabe est confronté à la question complexe de la sécularisation que le nationalisme avait cru pouvoir dépasser avec le développement économique, sous la direction de l'État réduit à sa charpente administrative. L'islamisme apporte sa réponse en cherchant à islamiser la sécularisation, affirmant ainsi que la séparation de la religion et de la politique est une hérésie. Il n'a cependant pas de projet de gouvernement et sa popularité découle de l'échec du nationalisme radical qui avait commencé à perdre de sa force à la fin des années 1960. Ébranlé dans ses certitudes par la défaite militaire de juin 1967 face à Israël, le nationalisme arabe radical, qui avait pris le pouvoir dans les années 1950 et 1960 en Égypte, en Irak, en Algérie, en Syrie, au Yémen

et en Libye, a été défié par l'islamisme qui se pose autant en héritier qu'en adversaire. La chute de Hosni Moubarak en Égypte en 2011, l'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi, la destruction de la Syrie illustrent l'érosion de la légitimité de régimes qui avaient promis la modernisation de l'économie et l'émancipation de la société. Pour comprendre pourquoi le nationalisme arabe radical est passé du triomphe au déclin en quelques décennies, il faut se pencher sur sa genèse, et de manière plus générale, revenir sur l'origine historique des États arabes qui se sont constitués en monarchies et en républiques à la faveur de conditions historiques particulières. La désintégration de l'Empire ottoman a suscité un protonationalisme qui a donné naissance à des monarchies conservatrices sous l'œil bienveillant des puissances européennes. Aussi bien les Saoud que les Hachémites, leurs rivaux politiques, ont fondé des dynasties avec l'aide des puissances européennes en contrepartie de leur soutien à la politique anti-ottomane. Les élites citadines syro-libanaises n'étaient pas au départ hostiles à la forme monarchique de l'État arabe auquel elles aspiraient, et ont soutenu « la révolte arabe » dirigée par le chérif Hussein dans l'espoir d'un État arabe recouvrant le croissant fertile. Mais cet espoir a été étouffé par les ambitions coloniales de l'Angleterre et de la France, et trahi par les nouvelles dynasties d'Irak et de Jordanie. En résumé, ces monarchies, ainsi que l'Arabie Saoudite, nées entre 1910 et 1930, se sont formées à la faveur de la lutte des puissances européennes contre l'Empire ottoman. Pour des raisons liées à leur nature conservatrice et à leur alliance avec les puissances coloniales qui les protégeaient, elles décevront les nationalistes qui emprunteront leurs concepts et leurs mots d'ordre à l'idéologie libérale européenne. Cette matrice historique est importante pour comprendre l'évolution ultérieure du monde arabe qui a répondu, de différentes manières, au contact avec l'Europe conquérante des XIX^e et XX^e siècles.

Tandis que les monarchies se contentaient d'assurer l'existence d'un pouvoir arabo-musulman formellement indépendant, les nationalistes proclamaient leur volonté de réformer la société pour rattraper le retard sur l'Occident, allant jusqu'à adopter les valeurs libérales, avant de s'en éloigner par défiance de l'Europe. Le nationalisme arabe a une histoire et prend ses origines lointaines dans la réaction à l'expédition de Bonaparte en Égypte en 1798, vécue comme un choc par des segments de l'élite qui ont pris la mesure du retard sur l'Europe sur les plans militaire, économique et scientifique. À travers des processus lents et parfois contradictoires, les idées libérales ont pénétré le monde arabe et vont se confondre, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, avec le rejet de l'Empire ottoman pour ensuite évoluer vers une hostilité déclarée aux puissances européennes après les accords Sykes-Picot de 1916. La lutte contre la domination coloniale débouchera sur l'instauration de républiques politiquement opposées à l'Occident. Paradoxalement, elles sont plus proches de lui idéologiquement que les monarchies conservatrices qui ressemblaient

étrangement au modèle des monarchies absolutistes de l'Europe d'avant les révolutions. De ce point de vue, les élites républicaines, souvent militaires, sont les lointaines héritières des courants libéraux de la fin du XIX^e siècle, lesquelles se sont radicalisées en empruntant leur grammaire idéologique à l'idéalisme allemand, et la rhétorique du « socialisme arabe » au marxisme révolutionnaire. Gamal Abdel Nasser, Houari Boumediene, Saddam Hussein, pour ne citer qu'eux, sont plus proches du modèle prussien ou soviétique que du modèle du califat. Si l'on devait schématiser, nous dirions que le monde arabe a créé deux types d'État au contact de l'Occident : l'un reposant sur la tradition incarnée par la monarchie dont les intérêts politiques convergent avec ceux des puissances occidentales, et l'autre affirmant son caractère républicain et sa volonté de mettre fin à la domination étrangère dans la région. Le clivage entre ces deux projets concurrentiels a connu des tensions extrêmes dans les années 1960 et 1970 (conflit entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite au sujet du Yémen, entre l'Algérie et le Maroc au sujet du Sahara occidental, entre l'Irak et le Koweït) qui se sont apaisées avec l'affaiblissement politique des régimes républicains qui ont renoncé, après la défaite militaire de 1967 face à Israël, à la dénonciation des monarchies. Celles-ci avaient même été sollicitées financièrement pour la reconstruction des armées de l'Égypte et de la Syrie, lors de la réunion des chefs d'État à Khartoum en 1968. L'abandon du projet panarabiste par les colonels révolutionnaires a donné aux monarchies un sentiment de sécurité plus grand qui va s'intensifier avec le basculement de l'Égypte dans le camp occidental après la mort de Nasser. Le rejet par Sadate, son successeur, de la rhétorique arabiste et l'ouverture de l'économie égyptienne aux capitaux privés venant d'Arabie Saoudite et des émirats du Golfe, à côté des capitaux d'Occident, annoncent l'échec du nationalisme arabe radical qui sera défié, dès les années 1970, par l'islamisme, longtemps encouragé par les monarchie et utilisé comme une arme idéologique. Acculés à la défensive et affaiblis par leur échec économique, les régimes des républiques ont perdu leur bataille politique face aux monarchies, que la hausse des prix des hydrocarbures depuis 1973 allait élever au rang de puissances régionales. À l'occasion des insurrections dudit printemps arabe qui avaient commencé en Tunisie en décembre 2010, les monarchies vont soutenir les rébellions, prenant ainsi leur revanche sur des régimes qui, quelques années auparavant, les accusaient de trahir les peuples arabes.

Dans la durée, les régimes des républiques se sont avérés plus fragiles que les monarchies où la contestation politique semble moins menaçante. Comment expliquer cette fragilité de régimes qui se réclamaient du peuple et qui avaient promis de moderniser le pays au profit des classes sociales les plus défavorisées ? Le coup d'État des « Officiers libres », en juillet 1952, en Égypte, annonçant la prise du pouvoir par le nationalisme arabe radical dans plusieurs pays de la région, avait les traits d'un profond mouvement de modernisation autoritaire, qui devait accélérer la construction nationale et réunir les conditions politiques et économiques du progrès social et culturel. De nombreux travaux académiques y

avaient décelé un bonapartisme décidé à faire disparaître les archaïsmes de la société et les liens de dépendance de l'économie basée sur l'exportation de produits agricoles et de matières premières. Avec Nasser, l'Égypte entreprenait des réformes aussi audacieuses par leur ampleur que celles de Mehemet Ali, un siècle et demi auparavant, dans un environnement international plus favorable qu'au XIX^e siècle. Pourquoi le programme politique et économique de Nasser, qui avait un soutien populaire incontestable et indéniable, n'a pas réussi et n'a pas tenu ses promesses ? Cette question est au cœur de la réflexion contenue dans ce livre qui tente une analyse critique du nationalisme arabe radical et de l'idéologie politique qui le conteste, l'islamisme. L'hypothèse défendue est que le nationalisme arabe radical, qui a donné naissance aux républiques, a perçu la modernisation comme une tâche technico-administrative, avec le présupposé que l'État, contrôlé par les militaires, est le seul agent du changement. L'analyse des textes idéologiques des différents partis (la Charte égyptienne de 1962, la Charte nationale en Algérie, les écrits du Baath), et les discours d'orientation de Nasser, Boumediene, Hafez al-Assad, montrent une philosophie politique simpliste, se réduisant à un manichéisme moral ignorant les fondements culturels de la modernité et la complexité sociologique de la société et de ses contradictions. Le révolutionnaire arabe se voulait être un justicier à une époque où le défi était de donner au pouvoir politique un caractère public afin que l'État soit l'émanation des composantes de la société. La société a été cachée par le discours mythique sur le peuple, concept structurant d'une vision utopique où l'exaltation collective du groupe refoule les intérêts des individus. Cette vision enseigne que le peuple est homogène mais susceptible d'être menacé dans son unité par les forces extérieures des relais locaux. À cet effet, tous les pouvoirs sociaux ont été neutralisés pour empêcher toute résistance aux orientations du leader désignant les représentants des travailleurs, des paysans, des jeunes et des différents groupes socio-professionnels. En refusant l'autonomie du pouvoir économique, syndical et judiciaire, et en interdisant la liberté d'expression et de la presse, l'État a empêché la société d'avoir ses propres mécanismes de régulation et ses représentants propres. Toute initiative privée était découragée par l'administration qui voulait contrôler tous les espaces d'activité sociale, voyant partout des ennemis de la révolution à neutraliser. La société s'était adaptée à ce contrôle en infiltrant l'administration, l'armée et les autres institutions, devenues des espaces de privilèges et de corruption. Accusant le marché de favoriser les inégalités et de diviser le peuple en riches et pauvres, le régime a opté pour une économie administrée chargée de répartir la richesse nationale sur une base égalitaire. Ceci a également permis d'utiliser l'économie comme ressource politique pour dissuader toute contestation dans une situation où l'État est le principal employeur dans le pays, prenant en charge les demandes sociales en matière d'emploi, de logement, de santé, d'éducation, de transport, etc., en contrepartie d'une allégeance au leader dont le parti désigne les représentants de la population au sein des institutions.

Cependant, au fil des années, les demandes sociales ne cessant d'augmenter avec la croissance démographique, l'État s'est retrouvé dans l'incapacité de les satisfaire. Les pays disposant d'hydrocarbures, comme l'Irak, l'Algérie, la Libye, ne se préoccupaient pas des déficits générés par les dépenses sociales et le déclin de la productivité de l'ensemble de l'économie. À l'inverse, l'Égypte a dû changer de politique économique pour désengager l'État, dès le milieu des années 1970, faisant appel au capital privé national et étranger, avec l'espoir que l'ouverture (*infitâh*) sur l'économie de marché créerait des emplois. Une quinzaine d'années plus tard, l'Égypte a été suivie par l'Algérie, après les émeutes d'octobre 1988, mettant fin au monopole de l'État sur l'économie. Avec le même personnel politique, ici et là, le régime a entrepris des réformes économiques libérales qui ont favorisé la spéculation, devenue le moyen principal d'accumulation des richesses. Le populisme, qui servait de ciment idéologique au régime, a pris un coup face aux richesses ostentatoires des nouvelles couches sociales nées avec l'*infitâh*. Le contrat sur lequel était bâti le régime (couverture sociale contre autoritarisme politique) était rompu. L'État avait mis fin à sa politique sociale sous la pression du FMI, tandis que la population continuait d'être exclue des institutions. Le multipartisme a été autorisé mais le trucage des élections donnait l'avantage à l'ancien parti unique lequel continuait d'être majoritaire dans les assemblées. La relative liberté d'expression va encourager les islamistes à critiquer le gouvernement et à dénoncer les résultats de sa politique économique et sociale, ce qui va leur donner une base populaire. En tant que courant politico-idéologique, l'islamisme a toujours été présent dans les sociétés musulmanes, ce qui est cependant nouveau, c'est qu'à partir de la fin des années 1970, il gagne en popularité dans les républiques fondées par le nationalisme arabe radical, qui a indirectement donné naissance à une opposition tout aussi radicale. Il est important de garder à l'esprit cette relation dialectique entre le nationalisme arabe radical et l'islamisme qui s'est inspiré de sa rhétorique et s'est approprié son populisme en dénonçant la corruption des dirigeants, les inégalités sociales et la dégradation des mœurs. Combattant le régime sur son propre terrain idéologique, il l'accuse de trahir la nation en contractant des alliances avec les anciennes puissances coloniales, et en passant des accords avec le FMI dont le programme affame les couches sociales pauvres. D'une certaine manière, il veut continuer la lutte contre l'Occident, engagée dans les années 1950 et 1960, et abandonnée par les régimes républicains au tournant des années 1980.

Ce n'est pas un hasard si la contestation islamiste est plus populaire et plus menaçante dans les républiques que dans les monarchies qui disposent de ressources symboliques pour s'y opposer. La répression policière contre les groupes islamistes est aussi dure qu'ailleurs, mais les monarchies ont un dispositif idéologique et institutionnel plus efficace pour éliminer les plus violents et pour intégrer dans les rouages de l'État, et à sa périphérie, les islamistes modérés. Reposant sur la tradition et le conservatisme religieux, elles

ont toujours enseigné que le croyant doit respecter l'autorité du roi, gardien de l'ordre social voulu par Dieu. Le monopole qu'exercent les dynasties sur la symbolique religieuse en rapport avec la légitimité des monarchies (wahhabisme pour l'Arabie Saoudite et chérifisme pour le Maroc et la Jordanie), leur permet de bénéficier de l'appui des oulémas charismatiques ainsi que des chefs de zaouias et de confréries comptant des fidèles dans de nombreux segments de la population rurale et urbaine. Par ailleurs, les monarchies ont une institution religieuse – le conseil des oulémas – qui proclame détenir la seule vraie interprétation de l'islam, disqualifiant les islamistes sur leur terrain. Le cheikh Abdessalam Yassine, représentant de l'aile extrémiste de l'islamisme au Maroc, a été placé dans un hôpital psychiatrique, puis en résidence surveillée, sur la base d'un avis demandé par le roi Hassan II à son conseil des oulémas. La même instance existe en Arabie Saoudite, ayant pour vocation de disqualifier toute contestation religieuse de la politique du roi. Les monarchies arrivent à coopter les islamistes modérés, mais elles sont exposées aux extrémistes, minoritaires et violents, qui les accusent de faire le jeu de l'Occident considéré comme ennemi de l'islam. Ces extrémistes ont été actifs en Arabie Saoudite où ils ont perpétré des attentats meurtriers, à la suite de l'autorisation, donnée par le roi aux États-Unis, de faire stationner des troupes devant envahir l'Irak pour libérer le Koweït en 1991. Le différend entre la monarchie et Al-Qaïda, dirigée par Ben Laden, prend son origine dans cette décision de faire appel à l'armée américaine pour se protéger contre Saddam Hussein. Ce n'est cependant pas par choix idéologique que les Saoud ont des relations étroites avec les États-Unis ; c'est par nécessité politique face au danger représenté hier par le nationalisme arabe radical et aujourd'hui par l'Iran. Le roi a des arguments convaincants pour obtenir le soutien du conseil des oulémas dès lorsqu'il s'agit de la survie de la monarchie dont ils font partie. C'était déjà le cas en 1927, lorsque Saoud ibn Abdelaziz, fondateur du royaume, avait sollicité l'aide de l'armée britannique pour écraser la révolte des *Ikhwan*, en 1979, pour permettre à des troupes d'élites françaises de neutraliser des extrémistes qui avaient pris le contrôle de la principale mosquée de La Mecque ; et enfin en 1990, pour autoriser l'implantation d'une base militaire américaine en vue de libérer le Koweït.

Les républiques affrontent les islamistes sur un autre terrain et semblent moins bien armées idéologiquement. Se réclamant de la légitimité historique, les élites militaires et civiles de la république se méfient du conservatisme religieux accusé de s'accommoder avec le sous-développement économique et culturel. Leur discours fait davantage référence à l'usine et à l'école qu'à la mosquée, distillant aussi l'idée que la pauvreté de la population a des causes politiques et est voulue par l'Occident qui pille les richesses des Arabes avec l'aide d'alliés locaux. Le nationalisme arabe radical a promis de casser ce schéma et de mettre l'État au service de la population. Dès lors que les inégalités sociales persistent et que l'enthousiasme révolutionnaire des élites dirigeantes décline, celles-ci perdent de leur crédibilité, ce qui libère un espace politique occupé par les

islamistes qui reprennent le flambeau de l'utopie nationaliste revêtue de versets du Coran. Depuis la moitié du XX^e siècle, les pays arabes sont en attente d'un changement qui leur apporterait progrès et sécurité. Hier, c'étaient les nationalistes qui promettaient de réaliser cette attente ; aujourd'hui, ce sont les islamistes. Si les islamistes, en Égypte et en Algérie, ont gagné en popularité après la mort de Nasser et de Boumediene, c'est parce qu'ils accusaient leurs successeurs d'avoir enrichi une minorité et appauvri la majorité, en signant des accords avec le FMI. Pour l'Égypte, il faudra ajouter la dénonciation du traité de paix signé avec Israël et qui coûtera la vie au président Sadate.

Ce livre essaie d'apporter un éclairage sur les dynamiques socio-idéologiques contradictoires qui traversent les sociétés arabes confrontées à une modernisation simultanément souhaitée et rejetée. Je l'ai écrit grâce à l'invitation du *Center for Contemporary Arab Studies de Georgetown University* où j'ai été *Carnegie Centennial Fellow* durant l'année 2013-2014. Je remercie Osama Abi-Mershed, directeur du CCAS, de m'avoir offert cette opportunité. Je remercie également la direction de l'IEP de Lyon pour avoir facilité mon détachement à Georgetown University durant un an ainsi que mon laboratoire de recherche *Triangle* dans lequel j'avais déposé un projet sur cette thématique.